

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Kristina Michaud
Députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia



Édifice René-Tremblay

« Un bâtiment amélioré et des emplois assurés » se réjouit Kristina Michaud

Ottawa, le 14 février 2023 – Après plus de trois ans à tenter d'obtenir des informations auprès du gouvernement fédéral concernant l'avenir de l'Édifice qu'occupe Services publics et approvisionnement Canada (SPAC) à Matane, la députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia a finalement pu mettre la main sur le *Plan de gestion des biens* du bâtiment.

« Enfin, les citoyennes et les citoyens de La Matanie peuvent être rassurés : l'avenir de SPAC à Matane est garanti! Les emplois le seront eux aussi ainsi que le bâtiment qui sera amélioré pour répondre aux différents besoins soulevés par le syndicat des employé-e-s depuis quelques années. Le ministère l'a même confirmé, personne ne doit craindre de pertes d'emplois ou une restructuration gouvernementale qui mènerait à un exode des fonctionnaires », annonce Mme Michaud.

En effet, le rapport indique que le gouvernement canadien s'est engagé à maintenir les services de numérisation de documents pour répondre aux besoins de la fonction publique canadienne pour une période de 15 ans à partir de la fin des travaux de réaménagements en 2028. Ces travaux devraient d'ailleurs débiter lors des prochains mois.

« Ce sont donc un peu plus de 22 M\$ qui seront investis à Matane pour améliorer le rendement de l'édifice. Mon équipe et moi avons pris le soin de présenter le rapport au syndicat, qui se réjouit de ce dénouement. Un dénouement heureux certes, mais cela nous donne surtout et enfin l'heure juste. Les employé-e-s de l'édifice sauront à quoi s'en tenir », ajoute la bloquiste qui dénonce toutefois le manque de collaboration du gouvernement libéral dans ce dossier.

Il aura été en effet plutôt périlleux de mettre la main sur ces informations qui ont finalement été obtenues grâce à une demande formulée par le bureau de la députée via la *Loi sur l'accès à l'information*, puisque le gouvernement refusait de les partager.

– 30 –

Source :
Jérôme Boucher
418-713-9159